

Le Midi Rouge

N°6, Décembre 2005

Directeur de Publication :
Nicolas MARTY
Rédacteur en Chef :
Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :
En cours d'attribution

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION :	p.02
BIOGRAPHIES :	
Guy Bousquet (par Hélène Chaubin).....	p.03
Elise Berjoan (par André Balent).....	p.05
Jacques Masse (par Olivier Dedieu).....	p. 07
FICHE DE LECTURE :	
<i>Perrier, c'est nous ! Histoire de la source Perrier et de son personnel</i> (Hélène Chaubin).....	p.08
DOSSIER: LA FONDATION DE LA S.F.I.O. EN 1905	
<i>L'unification socialiste dans le Gard</i> (Raymond Huard).....	p.11
<i>Les trois Actes de l'unité : l'institutionnalisation de la SFIO dans l'Hérault (1905-1906)</i> (Fabien Nicolas).....	p.14
<i>L'unité socialiste (1905) dans les Pyrénées-Orientales, la confirmation de l'hégémonie guesdiste</i> (André Balent).....	p.18
JOURNEE D'ETUDE :	
<i>L'habitat ouvrier</i> (Nicolas Marty).....	p.23

PRESENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier jusqu'en 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>). Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement du mouvement ouvrier. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex
olivier.dedieu@univ-montpl.fr
06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :
André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan
04 68 67 48 32
cat-at-balent@wanadoo.fr

BIOGRAPHIES

BOUSQUET Guy, Edmond.

Né le 18 février 1931 à Béziers (Hérault). Agent de lycée, dirigeant syndical CGT et communiste dans l'Hérault, conseiller général.

L'engagement de Guy Bousquet ne vient pas d'influences familiales. Ses parents ne se réclamaient d'aucune appartenance politique. Son père, Marcel Bousquet, né le 2 avril 1905 et mort le 17 septembre 1955, était un artisan, peintre en bâtiment à Béziers. Sa mère, Thérèse, née Bonnefous le 31 mars 1908, et décédée le 27 août 1997, n'avait pas d'activités professionnelles, hormis quelques travaux à domicile effectués pour un fourreur. Il avait un frère, Serge, son cadet de 13 mois, décédé en 2002, menuisier à l'usine Fouga de Béziers puis entré à la SNCF à Perpignan comme simple agent d'exécution : il travaillait au triage où il était affecté à une tâche dangereuse, le calage des wagons. Il réussit ensuite un examen interne que les cheminots nomment « le barrage » et devint agent de maîtrise. Adhérent à la CGT, il participait aux actions, mais comme militant de base, sans responsabilités.

Guy Bousquet obtint à 14 ans le certificat d'études primaires. Il prépara ensuite un CAP d'ajusteur, mais, après un apprentissage de trois ans, tombé gravement malade, il ne put passer l'examen. Du moins réussit-il l'essai qui permettait d'être recruté comme ouvrier aux usines Fouga. Il put y observer la détermination et l'efficacité de la CGT et aussi des ouvriers adhérents au parti communiste. Il n'avait pas encore d'engagements. Mais en 1952, des menaces pesaient sur l'avenir de Fouga. Il eut l'opportunité d'entrer comme agent d'entretien au Lycée Henri IV à Béziers. Là, il ressentit certaines décisions comme des injustices et observa des pressions exercées sur les personnels non enseignants. - Ce qui l'incita à adhérer à la CGT -. En 1956, il devint secrétaire du syndicat CGT de l'établissement, membre du Bureau régional jusqu'en 1970, puis de la commission exécutive de l'Union départementale CGT jusqu'en 1991, et resta ensuite au Bureau régional auquel il appartient pendant toute la durée de son activité professionnelle.

Les premiers événements politiques qui firent sur lui une forte impression furent ceux de 1958. Il participa avec conviction à la bataille du referendum sur la constitution. Dans le quartier populaire de la Fontneuve de Béziers où il habitait, il eut des contacts avec des communistes et décida en 1959 d'adhérer au parti. D'abord secrétaire de section à Béziers, il entra en 1962 au comité de la fédération communiste, puis fut membre du bureau fédéral pendant deux périodes : la première de 1964 à 1979, la deuxième de 1987 à 1994. Dans l'intervalle, puis de nouveau après 1994, il appartient au comité fédéral. C'est pendant la première période, en juillet 1969, qu'il fut appelé pendant un mois à l'école centrale du parti. Très attaché à son parti, il fut toujours convaincu de la nécessité de la fidélité et aussi de la soumission aux décisions prises par les dirigeants. Il se désigne lui-même comme « un militant du quotidien ». Il se compte parmi ceux qui souhaitent, par réalisme, des accords avec les socialistes.

Contrairement à nombre de communistes qui furent très impliqués dans la contestation de la colonisation, il suivit pendant la période de la guerre d'Algérie les consignes de son parti, mais sa principale motivation ne fut pas là. Ce sont les événements de 1968 qui l'ont marqué le plus après ceux de 1958. Il a été frappé par le dynamisme du mouvement et la capacité d'engagement des syndicalistes dans une grève de durée importante. Satisfait de la démocratisation interne du parti communiste, il a cependant toujours redouté que ne se forment des courants en son sein. Hors de France, les évolutions qui ont défait l'Union soviétique l'ont profondément affecté et déconcerté car la fidélité au parti et à son idéologie lui ont toujours paru être des nécessités incontournables.

Il milite à France-Cuba. Il avait épousé en 1953 une infirmière membre du parti communiste, Simone Toupet. Ils eurent deux fils : Jean-Louis, né à Béziers le 4 août 1956 et Pierre, né aussi à Béziers le 29 septembre 1958. Le premier, entré à la CPAM de Béziers, adhérent à la CGT, fut détaché à la Bourse du Travail comme responsable syndical. Inscrit au parti communiste, il eut à choisir entre ces fonctions et celle de permanent du parti : il préféra la seconde option. Il est en 2005 premier secrétaire fédéral, a été élu au conseil régional, et il y est responsable du groupe communiste. Le fils cadet, après le baccalauréat, obtint une licence de sciences économiques et réussit le concours d'inspecteur des PTT. À la faculté, il avait intégré le groupe des étudiants communistes et adhéré ensuite au parti communiste. Mais son activité principale a toujours été syndicale, à la CGT des PTT. Guy Bousquet a contracté un second mariage en janvier 1982. Sa deuxième épouse, Lucienne, rencontrée à la section de Béziers du parti communiste, est née à Cessenon (Hérault) le 7 avril 1932. Elle a travaillé dans le service de publicité de *La Marseillaise du Languedoc*.

Donc, son nouvel environnement familial, les convictions partagées avec ses épouses et transmises à ses fils ont facilité son action militante qui a été soutenue. Convaincu que le parti devait avoir des élus pour obtenir une audience populaire, il brigua des mandats locaux à partir de 1973 : d'abord aux cantonales, dans le 2^o canton de Béziers en 1973. Placé en tête au premier tour avec 2561 voix, il fut élu au deuxième tour avec 3512 voix. Il resta conseiller général jusqu'en 1988. Il fut également élu à trois reprises aux municipales de Béziers. En 1977 sur la liste de Paul Balmigère. Nommé adjoint, il fut affecté à la communication. En 1977 la gauche fut battue mais Guy Bousquet resta conseiller d'opposition dans la municipalité dirigée par le RPR Georges Fontès. En 1989, la majorité revint à la gauche conduite par le socialiste Alain Barrau. Guy Bousquet, de nouveau adjoint, fut chargé du dossier des HLM.

Depuis l'arrêt de ses activités professionnelles en 1993 et l'accomplissement de son mandat municipal en 1995, il réside dans l'Ariège où il milite dans le canton de Quéribus. Il s'y est beaucoup engagé à l'occasion du referendum sur la constitution européenne en mai 2005, toujours en restant dans la ligne de son parti. Il a conservé un esprit associatif comme en témoigne son rôle dans l'APIHMD, (Association pour la promotion des Initiatives des habitants de Mijanes et du Donezan) qui pratique des actions de défense de l'environnement.

SOURCES :

Entretien d'Hélène Chaubin avec Guy Bousquet le 9 juin 2005 à Artigues (Ariège). Archives du Comité national du PCF (renseignements fournis par J.Girault).

Hélène CHAUBIN

*

BERJOAN Elisabeth, Adelaïde, Marie, dite « Elise ».

Née le 3 juillet 1897 au Soler (Pyrénées-Orientales), morte le 22 mai 1991 à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Institutrice, militante syndicale et communiste, résistante.

À sa naissance, son père, Jean Berjoan, boucher de son état, était âgé de 30 ans. Sa mère, Françoise Calvet, n'avait que 18 ans. Peu après sa naissance, ses parents s'installèrent à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales, gros bourg côtier, rassemblant alors une population de vigneron et de marins pêcheurs). Élise Berjoan fut l'aînée d'une famille qui compta cinq enfants, deux garçons et trois filles. Son frère cadet, Robert, maître d'œuvres à Perpignan (où il vit toujours, 2005), avait 19 ans de moins qu'elle. Son autre frère, Joseph, marin, habita un moment à Marseille (Bouches-du-Rhône) où il eut un engagement politique à gauche : résistant de la cité phocéenne, il fut déporté en Allemagne ; après la Libération, il s'installa comme marin pêcheur à Saint-Laurent-de-la-Salanque où il mourut. Les deux sœurs d'Élise Berjoan, Jeanne et Marie-Thérèse se marièrent et vécurent à Perpignan.

Élise Berjoan fut d'abord institutrice aux Angles (Pyrénées-Orientales), village du Capcir, haut pays de l'ouest du département. Elle occupa ensuite divers postes avant d'être mutée à Torrelles (Pyrénées-Orientales), village de la Salanque, à proximité de Saint-Laurent. D'après sa belle-sœur, ce ne fut qu'à la moitié de sa carrière professionnelle qu'elle s'engagea dans le syndicalisme tout en donnant son adhésion au Parti communiste (avant ou, plus vraisemblablement, après la Libération ?).

Militante syndicale, Élise Berjoan adhérait au S.N.I. En 1936 (réunion du 26 mai), elle siégeait au conseil départemental de l'enseignement primaire. Elle était alors en poste à Torrelles. Elle semble avoir participé à la direction départementale du S.N.I., au moins jusqu'en 1939. Son engagement d'alors auprès de militants comme Léon Sors, trésorier puis secrétaire général de la section, Aimé Delmas, Lucette Justafre, Ferdinand Baylard, Robert Bazerbe, proches de l'« École Émancipée » et souvent militants pivertistes, suggère qu'elle partagea ces convictions. Adhéra-t-elle, comme beaucoup d'entre eux, à la S.F.I.O. puis au P.S.O.P. ? Ayant participé à la grève générale du 30 novembre 1938, elle fut sanctionnée par Vichy : elle fit partie d'un premier groupe d'instituteurs déplacés d'office en date du 1^{er} septembre 1940 par l'Inspecteur d'Académie.

À compter de la rentrée d'octobre 1940, elle fut donc mutée à Latour-de-Carol, un village de Cerdagne, à l'autre extrémité du département. Elle sut s'intégrer rapidement dans ce milieu montagnard, différent de la plaine roussillonnaise et de Perpignan. Très appréciée de ses élèves – elle fit preuve d'un grand dynamisme pédagogique – et de la population – elle organisait des soirées récréatives et montait des pièces de théâtre – elle participa activement à la Résistance en s'insérant dans les réseaux qui, dans ce village frontalier de l'Espagne, comme dans toute la Cerdagne haut lieu de la « guerre secrète » dans les Pyrénées, assuraient les liaisons avec la France libre et le passage des fugitifs de toutes sortes (politiques en transit vers Londres ou Alger, persécutés, raciaux, en particulier). Elle était liée aussi bien aux réseaux d'Hector Ramonatxo – originaire de Latour-de-Carol, et membre du SR de l'armée animé par le colonel Paul Paillole (ce réseau très efficace recruta localement dans les milieux les plus divers) – qu'à ceux où était impliquée la « filière ecclésiastique » des Pyrénées-Orientales et aux activités de laquelle participait le curé de Latour-de-Carol, l'abbé Jean Jacoupy, chargé de la paroisse depuis avril 1942. Élise Berjoan sympathisa avec le curé. D'après le témoignage de l'une de ses anciennes élèves, ce serait lui, qui, en pleine nuit, feignant d'aller donner les derniers sacrements à un mourant afin de déjouer une patrouille allemande, qui serait venu l'avertir de son arrestation imminente (le 7 juin 1944, l'Inspecteur d'Académie constatait qu'elle avait quitté sa résidence alors qu'elle faisait l'objet d'un mandat d'amener). Elle put ainsi franchir la frontière et attendre la libération des Pyrénées-Orientales (19 août 1944) à Barcelone grâce à l'infrastructure mise place par les réseaux, notamment celui d'Hector Ramonatxo, alors présent dans la ville.

Elle fut de retour à Latour-de-Carol peu de temps après la Libération. Le CDL remania le conseil municipal de la commune : tout en maintenant le maire en poste depuis 1942, Pierre Monné, cet organisme désigna Élise Berjoan conseillère municipale. Elle s'occupa de régler la partie immobilière du « legs Vernis » (testament du 25 janvier 1940). Le 27 juillet 1941, le conseil municipal avait décidé de transformer l'immeuble légué en un asile de vieillards, mais la guerre empêcha la réalisation de ce projet. Élise Berjoan négocia avec l'Association des pupilles de l'enseignement public des Pyrénées-Orientales afin de le transformer en colonie de vacances. Ce fut chose faite, après qu'elle eut quitté la commune, par le conseil municipal élu les 29 avril et 13 mai 1945. Aujourd'hui cet immeuble est devenu un internat qui accueille les cas sociaux et les adolescents sous contrôle judiciaire des Pyrénées-Orientales.

En 1945, Élise Berjoan retrouva un poste à Perpignan. Mais elle garda des liens étroits avec Latour-de-Carol où elle se rendait en villégiature. À la rentrée de 1945, elle était en poste dans une école du Haut Vernet, quartier populaire du Nord de Perpignan. Sans doute plus tard, elle fut en poste à l'école Lamartine, dans le quartier perpignanaise du Bas Vernet.

Désormais militante du P.C.F., elle reprit ses activités syndicales. Elle siégeait (décembre 1945) au conseil syndical du Syndicat unique de l'enseignement (F.E.N., C.G.T.). Ce S.U. de l'Enseignement fut une particularité des Pyrénées-Orientales qui subsista jusqu'au passage de la F.E.N. à l'autonomie qui permit, localement, la reconstitution des sections départementales des syndicats nationaux. Le 17 décembre 1945, elle fut élue du S.U. au conseil départemental de l'enseignement primaire où elle siégea jusqu'en 1948 ou 1949. Elle fut, en 1949, élue titulaire de la section départementale du S.N.I. à la C.A.P.D. et le demeura jusqu'aux élections du 29 avril 1952 qui permirent le renouvellement de cette instance. Elle fut également, en 1949, représentante titulaire du personnel (élue du S.N.I.) au Comité technique paritaire. Elle passa la dernière année de sa vie dans une maison de retraite perpignanaise, « Les Jardins Saint-Jacques », près du quartier perpignanaise de Saint-Jacques. Elle y mourut en 1991.

SOURCES :

– Archives Départementales des Pyrénées-Orientales, 39 W 43 (nomination de l'abbé Jacoupy à Latour-de-Carol). – Archives communales de Latour-de-Carol, registre des délibérations du CM. – Archives communales du Soler, état civil. – Archives privées André Balent, notes rédigées à son intention (juillet 1984) par Michel Ribera, ancien dirigeant de la F.E.N. et du S.N.I. des Pyrénées-Orientales. – Jacques CHURET, *La Tour (1838-1971), héritière de Quérol*, Imprimerie Sensevy, Perpignan, 1972, 121 p. – Françoise FABRE, « Deux figures carolanes sous l'occupation », *Records de l'Aravó*, 1, Latour-de-Carol, 2004, pp. 16-17 (témoignage d'une ancienne élève d'Élise Berjoan). – Jean LARRIEU, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane, I, Chronologie des années noires*, Terra Nostra, Prades, 1994, 400 p. [p. 50, p. 282]. – Témoignage oral (conversation téléphonique, 13 septembre 2005) de sa belle-sœur, épouse de Robert Berjoan.

André BALENT
MASSE Jacques

Né le 23/07/1910 à Paris, décédé dans la même ville le 13 juin 2002. Avocat à la Cour d'Appel de Paris, conseiller général, socialiste indépendant, de Lunas (Hérault).

Jacques Masse est né le 13 Juillet 1910 à Paris. Il est le fils de Pierre Masse, conseiller général républicain-socialiste de Lunas de 1907 à 1940, député en 1914, ancien secrétaire d'Etat à la justice militaire en 1917 puis sénateur de l'Hérault à compter de 1938. S'il réside à Paris, il n'en est pas moins, dès les années 1930 intégré, par son père, dans le jeu politique héraultais. Suivant les campagnes de ce dernier, il se fait localement connaître, tâche d'ailleurs facilitée par la notoriété de sa famille. En effet, son arrière grand père, ingénieur des mines, dirigeait les deux gros employeurs locaux qu'étaient la Compagnie des Mines de Graissessac et du Bousquet d'Orb ainsi que la Verrerie du Bousquet et sera d'ailleurs maire de la commune, comme son petit et son arrière petit-fils.

Prédestiné par son père à reprendre le flambeau politique familial, Jacques fait partie d'une famille patricienne. Comme son père (issu d'une lignée de juristes strasbourgeois puis parisiens), il s'inscrit en 1934 au barreau de Paris et devient secrétaire de la conférence de stage. Mobilisé en 1939 en tant qu'officier dans les chasseurs alpins, il est fait prisonnier et passera le reste de la guerre dans les stalags. C'est là qu'il apprendra l'arrestation puis la déportation de son père tombé sous le coup des lois antisémites. De retour dans le département en 1945, Jacques Masse y rencontre un ami de la famille, le préfet Weiss qui le pousse, en attendant le retour de son père (son décès dans les camps ne sera connu que plus tard), à être candidat sur le canton de Lunas. Seul candidat, il est élu avec 2370 voix sur 3752 inscrits.

Au sein du conseil général, il soutient la majorité socialiste et se définit socialiste indépendant. Solidaire de la SFIO, il obtient le secrétariat du conseil général et le poste de rapporteur de la commission des travaux publics, poste déjà détenu par son père. Très vite, il apparaît plus comme un technicien des affaires départementales que comme un politique. Au Bousquet d'Orb, il ne souhaite pas dans un premier temps solliciter de mandat local, tant parce que son père lui avait déconseillé ce choix que par la nécessité de remonter à Paris son cabinet d'avocat. Néanmoins, en 1948, le décès du maire sortant, le socialiste René Thomas, pose le problème de sa succession dans un conseil municipal divisé et inquiet de la progression communiste. La majorité du conseil pousse alors la candidature de Jacques Masse qui est élu conseiller municipal le 10 mai 1948 puis maire le 13. Il restera en fonction jusqu'au 26 avril 1953. À cette date, il décide de ne pas se représenter et soutient la candidature du socialiste Adrien Vernet, lui-même continuant à siéger au conseil municipal jusqu'en 1959. Sur le canton, sa situation politique est très solide. Il est réélu en 1951 et le restera jusqu'au renouvellement triennal de 1976, devenant entre-temps vice-président du conseil général.

Dans le département, Jacques Masse est le dernier élu absentéiste, vivant la plus grande partie de l'année à Paris. Fondateur d'un important cabinet d'avocat d'affaires, membre du conseil de l'ordre, il ne vient qu'épisodiquement dans le département, pour les vacances et les sessions du conseil général. Toujours soutenu par la SFIO puis la FGDS, il est néanmoins peu intégré au sein du groupe socialiste auquel il est rattaché. Les socialistes le soutiennent à défaut de pouvoir lancer une candidature alternative, mais ont obtenu de sa part la mise en place de la municipalité socialiste du Bousquet d'Orb. Néanmoins, ce soutien croisé n'empêche pas Jacques Masse de pousser son propre candidat à sa succession en 1976, contre le candidat soutenu par le PS. Ayant vendu sa propriété familiale, il ne souhaite pas alors se présenter et propose comme successeur le maire de Lunas, le divers gauche Mathieu Ciffre qui sera élu conseiller général. À compter de cette date, Jacques Masse cessera toute activité politique.

SOURCES :

Archives : F/1cII/285. F/1cII/291. F/1cII/320. Dossiers Hérault, archives de l'OURS. ADH 1068 w 107.

Entretien avec l'auteur, entretien avec René Campo. Bibliographie : Annette Lyon-Caen, "Pierre Masse", mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I, 1996-1997 ; *Pierre Masse*, Paris, Calman-Levy, 1947 ; Christine Côte, "Les élus du bassin minier de Graissessac", *mémoire de DEA*, Montpellier 1, 1991-1992 ; *Délibérations du conseil général de l'Hérault* 1945-1976.

Olivier DEDIEU

*

LECTURES CHOISIES

Marty (Nicolas), *Perrier, c'est nous ! Histoire de la source Perrier et de son personnel*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005, 254p.

L'ouvrage de Nicolas Marty est issu d'une thèse de doctorat. Réalisée sous la direction de Jean Sagnes, soutenue à l'Université de Perpignan, elle a reçu en 2001 le prix de l'Académie François Bourdon-Le Creusot. Ce travail s'inscrit dans un champ relativement nouveau de la recherche historique, celui de l'histoire d'entreprise, plus particulièrement de la « Company History », longtemps plus négligée que ne le furent l'histoire des techniques et celle de la banque. Cette historiographie en plein développement répond au besoin de connaître nos secteurs industriels dans leurs origines, leurs fonctions productives, commerciales et financières, mais aussi - et c'est un point fort du livre de Nicolas Marty -, leur gestion sociale, celle des « ressources humaines », selon l'expression adoptée après 1970. L'accès aux archives des entreprises est souvent difficile et leur contenu peut être décevant. « Les rares archives de Perrier consultées sont lacunaires, non classées, difficilement exploitables », écrit Nicolas Marty. Mais il a su compenser ces insuffisances tant par la consultation des dossiers conservés dans les archives publiques du Gard et de l'Hérault que par celle des archives bancaires et des fonds des chambres de commerce. Les sources orales, les archives du CE de Perrier et de la CGT lui ont permis de traiter remarquablement l'histoire du personnel. Nicolas Marty présente aussi une bibliographie sur les entreprises et le mouvement social qui va au delà de l'espace languedocien et fait sa place à la réflexion sur le métier d'historien.

L'entreprise, qui compte aujourd'hui parmi les groupes les plus puissants de l'Union européenne, a une histoire étonnante : par la rapidité de son développement - puisque la période de fondation commence en 1903 et qu'en 1906 elle a déjà la deuxième place pour l'exportation des eaux minérales derrière Vichy -. Par sa capacité à résister aux crises et à engendrer, au milieu du pays du vin, dans une société villageoise où elle puise sa main-d'œuvre, une communauté ouvrière dont la culture syndicale est à la fois intégrée à la région et identifiée à l'entreprise : « Perrier, c'est nous ! ».

Le groupe a pris le nom d'un médecin, Louis Eugène Perrier, appelé à Vergèze en 1894 par le propriétaire de la source des Bouillens qui avait besoin d'une caution scientifique pour lancer une station thermale. Peut-être y aurait-il eu échec si le docteur Perrier n'avait rencontré en 1903 St John Harmsworth, membre d'une riche famille britannique propriétaire

du *Daily Mail*. Ce jeune homme est conscient de l'existence d'un marché potentiel important pour une eau gazeuse naturelle. Il écarte le projet de thermalisme et s'engage dans la production d'eaux conditionnées dans des bouteilles qui ont, dès le début, la forme originale de massues indiennes.

Nicolas Marty distingue quatre périodes dans l'histoire de la source :

- la fondation, entre 1903 et 1914
- la rationalisation, de 1914 à 1930, avec une gestion du personnel fondée sur une discipline assez stricte mais aussi sur la formation d'un « esprit maison »
- un temps d'épreuves, de 1931 à 1944 : la dépression, la guerre, la mort de St John Harmsworth à Vergèze en 1933
- l'expansion à partir de 1945, et la diversification de ce groupe qui devint le premier employeur privé du Languedoc-Roussillon. Une évolution qui aboutit en 1990 à l'OPA de Nestlé qui fit de Perrier « un site parmi d'autres » et inspira à la CGT Perrier un vif esprit de résistance à ce système nouveau ressenti comme une dépossession.

Dans l'histoire de la source, le premier grand tournant de 1903 porte déjà les explications du succès de l'entreprise et de sa solidité : Les atouts sont alors le choix judicieux de l'embouteillage industriel, l'importance des fonds concédés par la famille Harmsworth et sa puissance dans le monde de la presse. Car la publicité a toujours été au cœur de la politique des gestionnaires. Avec un marketing international, diversement orienté selon les conjonctures : d'abord vers les marchés anglo-saxons, puis, entre les deux guerres, vers les colonies françaises et britanniques et le continent européen. Un soin particulier est apporté à l'image de la marque : belle image, grâce à la contribution de grands talents pour les textes et les affiches, hygiéniste et sportive, assez élitiste jusqu'à la fin des années 1930. Une image associée à de grandes épreuves sportives comme le Tour de France et le Marathon de New York. Dans les deux dernières décennies du XX^e siècle, le prestige de Perrier est reconnu jusqu'en Afrique du sud, en Australie, à Singapour, à Hong-Kong.

C'est par sa main-d'œuvre que Perrier garde un ancrage régional : créé dans un bassin d'emploi que le grand vignoble languedocien, frappé par les phases de mévente, ne peut absorber, il y trouve ses ouvriers et ouvrières et également, après la première guerre, des cadres qui viennent travailler aux côtés des britanniques. L'entreprise avait 200 employés en 1910. Ils sont plus de 3500 dans les années 1980.

La structure financière évolue dès 1928 avec l'émission d'obligations, et Perrier, se développant sans cesse, devient un holding à partir de 1968. L'un des actionnaire, Gustave Leven, PDG en 1951, gère audacieusement le groupe et, pour financer extensions industrielles et croissance commerciale, préconise l'endettement qui, selon lui, dépasse en rentabilité le coût des emprunts.

La réaction de l'entreprise aux épreuves donne la mesure de sa grande capacité d'adaptation et d'innovation. La première guerre l'a privée de moyens de transport et de main-d'œuvre, la crise a fait fléchir les résultats en 1938, la deuxième guerre a multiplié les pénuries et l'a coupée de ses marchés anglo-saxons. Ses relations commerciales avec les Allemands auraient pu lui valoir de graves déboires en 1944 si ses dirigeants n'avaient aussi bien plaidé sa cause auprès du commissaire de la République. Du moins les ouvriers de Perrier ont-ils échappé au STO. Par la suite, d'autres événements ont pesé sur la croissance, mais sans jamais la stopper : une nouvelle crise en 1974 et 1975, la perte des investissements

sur le marché iranien en 1979 et l'affaire du benzène en 1990 alors que Gustave Leven quitte la direction et que Nestlé prépare l'OPA.

Les relations avec une main d'œuvre en évolution constante sont parfois difficiles. Il s'agit au début d'ouvriers agricoles imprégnés de l'esprit du syndicalisme révolutionnaire. Entre les deux guerres, la direction cherche à brider l'influence de la CGTU, puis de la CGT réunifiée. La grève de novembre 1938 est un échec à Perrier. Mais il y a aussi de la part de la direction la recherche de liens : ceux d'une « sociabilité sportive », avec l'*Union cycliste de Vergèze*. Puis à partir de 1942 la création d'un Comité social d'entreprise qui permet l'encadrement d'activités : cantines, colonies de vacances , etc...Il faut aussi souligner sur le long terme un effort pour pérenniser les emplois et maintenir des salaires supérieurs à la moyenne régionale. Après la deuxième guerre, les grèves de 1948 conduisent à l'élimination des militants CGT les plus intransigeants. En 1956, une section CFTC est créée. Un nouvel épisode de conflit se produit avec une forte grève en 1957 et des licenciements. Le syndicalisme Perrier change : il devient plus gestionnaire. La CGT est majoritaire au Comité d'entreprise et Perrier conserve un syndicalisme combatif qui n'a pas oublié les valeurs des ouvriers agricoles. Marqué par une double hostilité au capitalisme et à l'emprise étatique, il est sensible au régionalisme au point de choisir pour emblème en 1976 la croix occitane, et il tend à intégrer le concept de colonisation intérieure. L'esprit de CGT Perrier, inspiré par une forte culture identitaire, est différent de celui de l'UD-CGT du Gard. Les conflits sont nombreux entre 1965 et 1973. La convention collective signée en 1984 est une victoire pour la CGT qui prouve encore sa détermination en 2004 dans son affrontement avec la société Nestlé.

Le livre de Nicolas Marty a un grand intérêt scientifique, et, de plus, se distingue par des qualités d'écriture qui en rendent la lecture très attrayante.

Hélène CHAUBIN

*

DOSSIER : LA FONDATION DE LA SFIO EN 1905

L'unification socialiste dans le Gard

I - L'état des forces socialistes gardoises en 1904.

Situons d'abord rapidement l'état des forces socialistes dans le Gard, à la fois partenaires et rivales au début des années 1900¹. Le socialisme gardois est divisé alors en deux tendances principales. Les guesdistes et les blanquistes rassemblés à partir de 1901 dans le Parti socialiste de France (PSdF) ont un potentiel militant encore modeste, mais solide. En juillet 1904, au congrès fédéral d'Uzès, ils revendiquent 35 groupes situés dans tout le département ainsi qu'en Ardèche (Vallon et Les Vans) et en Lozère (Vialas) et environ 300 adhérents. Ils sont bien organisés à Nîmes et dans les alentours, notamment en Vaunage, mais, faiblesse d'importance, ils sont très peu présents dans la région alésienne. Ils disposent aussi d'un journal hebdomadaire de qualité, *Le Combat social*, organe qui se vend aussi dans l'Hérault, et qui paraît régulièrement pendant toute cette période. Ils multiplient les conférences éducatives et politiques. En revanche leur implantation électorale est faible : aucun député ni même de conseiller général, quelques mairies, mais Calvisson, la plus importante, gagnée en 1900 est perdue en 1904. La tentative de présenter des candidats vraiment révolutionnaires contre les socialistes autonomes sortants en 1902 se traduit pour eux par un échec assez cuisant. Ajoutons qu'au sein du PSdF gardois, les guesdistes dominaient nettement les blanquistes.

Les socialistes indépendants puis autonomes, regroupés dans le PSF, ont, quant à eux, une bonne assise électorale locale, avec trois députés Marius Devèze (1^{ère} circonscription d'Alais), François Fournier élu de justesse en février 1901 à Nîmes lors d'une élection partielle et reconduit en 1902, Ulysse Pastre (Le Vigan), ce dernier étant à vrai dire peu différent d'un radical, et en outre un conseiller général, Plantier-Noguier, du canton de Sauve, élu en 1901. Ils dirigent plusieurs mairies, Saint-Hippolyte du Fort, Gallargues, Canaules, Caveirac, Vézenobres et surtout Alais gagnée en 1904. Ceci assurait aux socialistes autonomes une audience incontestable, notamment l'Est et le Nord-Est du département, mais aussi vers la plaine du Rhône (Aramon, Manduel). Le PSF gardois a aussi des liens, assez ténus cependant, avec le syndicalisme révolutionnaire. En revanche son organisation paraît assez floue. S'il comptabilisait 46 groupes au congrès fédéral de février 1904, 28 de ceux-ci étaient absents du congrès et la fédération constatait un net recul par rapport au précédent congrès de 1903. Trop centré sur les personnalités, dont certaines comme Marius Devèze sont très contestées, le PSF n'a pas d'organe en propre et les journaux qui le représentent servent tel leader local (*L'Avant garde socialiste* à Alès est avant tout le journal de Devèze).

Les deux tendances se livraient une concurrence acharnée. Le PSdF critiquait en permanence la politique du Bloc des gauches et ses soutiens, notamment Jaurès à l'égard duquel sont utilisées les étiquettes les moins flatteuses. Le 23 janvier 1904, *le Combat social* écrivait : « De concessions en concessions, de mensonges en mensonges, Jaurès et son équipe

¹ Nous avons croisé dans cette étude les sources d'archives et la presse. Parmi les premières, Arch.nat. F 7 12498 réunions socialistes 1900-1914, rapports de police divers qui contiennent aussi des extraits de presse, Arch.dép. du Gard, 1 M 701 réunions diverses années 1900 à 1914. La presse socialiste de l'époque est abondante mais éphémère et en outre conservée de façon partielle et souvent aujourd'hui inconsultable à cause de l'état de dégradation du papier. Nous avons pu consulter cependant six journaux hebdomadaires, *Le Combat social*, 1900 à 1906, Bibl. mun. de Nîmes, non coté, *La Bataille socialiste*, Nîmes, 1901, BnF, Jo 11 944, *L'Oeuvre socialiste*, Nîmes 1902-1903, Arch. dép. du Gard, JR 427-29, *L'Avant-Garde socialiste des Cévennes*, puis *Avant -garde socialiste*, Alais, 1905, BnF Jo 11402 et 11409 *Le travailleur libre*, Alais, 1906, Arch.dép. du Gard, JR 570. L'histoire du socialisme gardois a été étudiée depuis l'origine, et d'abord par Hubert Rouger dans une série d'articles *sous le titre* « Simple aperçu historique du mouvement socialiste dans le Gard » publiée à partir du 28 mai 1904 dans *le Combat social* puis en brochure en août 1904. Depuis la très importante thèse de C. Willard, *les Guesdistes*, Éditions sociales, 1965, qui fait une place appréciable au Gard, plusieurs mémoires de maîtrise ont exploré des aspects de cette question : Fabrice Sugier, *Mouvement ouvrier et mouvement socialiste dans le Gard*, Montpellier 1985 (dir. R.Huard) 149 p. [l'étude s'arrête en 1904], Florence Cosson, *Hubert-Rouger et les débuts du socialisme dans le Gard 1875 -1914*, Montpellier, 1993, dir. R.Huard, 116 p., Ludovic Bertrand, « Le Combat social », *un journal socialiste dans le Gard, 1893-1914*, Montpellier 1993 (dir. R.Huard) 108 p.

effaceront dans l'esprit et le cœur des prolétaires, l'œuvre de lumière et de justice qu'ils avaient préparée » et le journal vouait Jaurès « à la prochaine charretée de l'histoire », après Millerand. Lors de la parution de *L'Humanité*, il doutait que ce nouveau titre, soutenu par « toute la fine fleur du capitalisme israélite », soit « capable de mener jamais la bonne lutte contre la haute banque et la ploutocratie capitaliste capitaliste » (*Combat social*, 25 juin). Dans le même esprit, *le Combat social* considérait que la majorité républicaine était incapable de faire quelque réforme que ce soit, et en particulier doutait qu'elle pût mener à bien la Séparation. Au contraire, par la voix de F. Fournier ou de M.Devèze, les socialistes autonomes qui approuvaient la politique du bloc des gauches, répétaient dans toutes leurs réunions que l'œuvre de défense de la République préparait l'étape suivante celle de la réforme sociale. La lutte contre le capitalisme, le militarisme et le nationalisme, sorte de trinité maudite, était donc indispensable. Ce faisant, les députés autonomes travaillaient aussi à leur réélection car ils dépendaient pour celle-ci des voix radicales.

II - Du Congrès d'Amsterdam au Congrès du Globe :

C'est dans ce contexte qu'intervient le Congrès international d'Amsterdam (14 au 18 août 1904), qui condamne la participation, mais appelle les socialistes français à l'union. *Le Combat social* y voit une victoire des révolutionnaires ce qui n'était pas faux (C.S., 3 septembre), mais un peu plus tard, par la plume de Sixte-Quenin (C.S., 17 septembre), il dénonce Jaurès qui « équivoque sur les conclusions du Congrès d'Amsterdam et fait appel de sa condamnation ». Les comptes-rendus du Congrès organisés par le PSdF à Alais et à Nîmes insistent sur la nécessité de respecter scrupuleusement les décisions d'Amsterdam. L'unification est engagée début décembre avec la création d'une commission d'unification au niveau national, et l'élaboration d'une déclaration commune. Les deux tendances gardoises suivent le mouvement, mais de fortes réserves s'expriment au sein du PSdF gardois. « Cassecou » s'écrie le docteur Maurice Olivier, membre influent de la fédération gardoise qui juge regrettable que le parti ait engagé des discussions d'unité, estime que « les autres organisations ne rompent pas avec leurs habitudes invétérées et si profitables à leurs élus », craint de la part du PSdF « un sacrifice, une duperie dans profit » (C.S. 28 janvier 1905). C'est aussi l'avis de Sixte Quenin qui constate que « les futurs conjoints » ont déjà donné beaucoup de « coups de canifs » dans le contrat et que des « explications catégoriques » s'imposent (4 février). Hubert Rouger, jeune militant originaire de Calvisson, un des principaux rédacteurs du *Combat social* semble avoir choisi l'unité avec moins de réserves, mais il s'indigne néanmoins le 11 mars du comportement des élus socialistes du PSF à la chambre: « Que les élus se soumettent aux décisions de leur parti ou qu'ils s'en aillent ». Le docteur Olivier insiste encore le 18 mars : « Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille ». Il dénonce « la musique des mots » (car le mot « unité » fait recette chez les militants socialistes), souligne « la faible valeur des engagements écrits », d'autant plus que le PSF est « un parti fantôme ». Il ne voit dans l'unité qu'un tremplin électoral qui ne pourra servir en revanche à une véritable avancée du socialisme. Les positions toujours nuancées de Jaurès –dont les guesdistes reconnaissent pourtant qu'il a sensiblement évolué–, suscitent des appréciations contradictoires mais qui restent méfiantes, surtout après le congrès de Rouen du PSF en mars 1905. Le PSdF gardois marche donc vers l'unité avec bien des hésitations, mais il profite malgré tout du courant unitaire, gagne une quarantaine d'adhérents de 1904 à 1905, s'implante dans cinq communes nouvelles, inaugure un nouveau local, la Maison du Prolétariat à Nîmes. Après le congrès d'unité national (salle du Globe 23 avril 1905) le résultat est salué favorablement par les guesdistes gardois : « C'est donc bien la méthode d'action de la fraction révolutionnaire qui a prévalu » estime Gaston Mazoyer, militant alésien, un des pionniers du socialisme dans le département. « Nous acceptons franchement, sans arrière-pensée, cette unité dans le Gard, nous consentons à passer l'éponge sur le passé, si

cuisant soit-il encore. Nous acceptons de tout oublier, mais à une condition cependant, celle-ci formelle et irréductible, c'est que les élus seront obligés d'abandonner la tactique et la méthode qu'ils ont suivie jusqu'à ce jour » (C.S.13 mai 1905). Le 20 mai, après le départ des députés qui n'acceptent pas la discipline du parti, Hubert-Rouger constate que « ça s'éclaircit ». Une commission d'unification est formée dans le département. Hubert-Rouger pour le PSdF et Jean Monier pour le PSF. élaborent un projet de règlement (C.S. 3 juin). Il prévoit l'administration de la fédération par un conseil fédéral formé de sept membres élus au scrutin de liste lors du congrès (ceux-ci assurent les fonctions principales) et de délégués d'arrondissement à raison de 2 par cent cartes ou fractions de 100. Tout le règlement vise à soumettre les élus à un strict contrôle du parti, tant au niveau des candidatures que de l'action dans les assemblées et des interventions quotidiennes. Cependant, faute d'accord, une disposition plus contraignante, visant à obliger les élus percevant un traitement à verser à la fédération une partie de celui-ci, est laissée en suspens, jusqu'au congrès d'union. Quant aux journaux, ils sont invités à respecter la ligne du parti sans qu'on puisse les y obliger par des dispositions réglementaires puisqu'ils n'appartiennent pas, du moins pour le moment, à l'organisation. La commission fixe au 9 juillet le congrès départemental d'unification. Il se tient au laboratoire municipal de Nîmes. 30 groupes y représentent le PSdF avec 39 mandats, 29 le PSF avec 61 mandats. La carte de la répartition des groupes fait apparaître les zones de force et de faiblesse du socialisme dans le Gard. Il est influent dans la région nîmoise et ses alentours (la Vaunage surtout), bien présent le long de l'axe routier Nîmes –Bagnols, ainsi que dans le piémont cévenol (régions de Quissac, Sauve, Saint-Hippolyte–du Fort). Son existence est plus discontinue dans la plaine du Rhône et dans le bassin alésien. Il est absent de l'extrême-nord et extrême-ouest du département. Le congrès une fois ouvert, très vite la discussion s'envenime, toujours à propos du comportement des élus. Gaston Mazoyer (PSdF) propose une motion préalable qui, sans le nommer, vise Ulysse Pastre député du Vigan qui a fêté récemment avec les républicains l'élection de Doumergue à la vice-présidence de la Chambre. Pastre, en effet, n'est nullement décidé à renoncer à la politique du Bloc. Le débat s'engage sur l'interprétation des décisions d'Amsterdam. Une motion opposée, déposée par Pastre, est votée par 58 voix contre 38 et 8 abstentions. Les délégués du PSdF quittent alors le congrès, tout en décidant d'adhérer au parti unifié. Le congrès a donc échoué et il faut recourir à un arbitrage national. La CAP de Paris accorde provisoirement un mandat à chacune des deux fédérations et envoie deux délégués, E.Pedron et Révelin, pour enquêter. Un accord est trouvé en fin de compte : les additifs proposés au règlement initial et qui portent sur la composition des groupes, les alliances électorales et la participation des élus à des manifestations politiques, confortent plutôt la position du PSdF. On décide de faire voter les groupes sur cette proposition. Dans le PSdF, principalement concerné, elle est largement approuvée bien qu'un tiers des groupes ne se soit pas prononcé (il est vrai que les vendanges absorbent alors les militants). Les bureaux des deux fédérations peuvent alors se réunir à la mi septembre et déléguer deux membres au Conseil national, Gaston Mazoyer, (ex PSdF) et Marius Richard, journaliste à *La Dépêche du Midi* (ex PSF). Un congrès fédéral est convoqué pour le 22 octobre. Symboliquement, la présidence de la première séance est confiée à un patriarche du socialisme gardois Victorien Bruguier. Le congrès rassemble 88 délégués de 61 groupes (18 ex PSF, 1 ex POSR, 29 ex PSdF, 13 ayant pris leur carte depuis l'unité). Mais la fédération compte en outre 14 autres groupes qui ne sont pas représentés au Congrès et au total 1326 adhérents. Deux députés du Gard sur trois, M. Devèze et F. Fournier, sont présents. Ulysse Pastre tergiverse toujours. C'est encore sur l'attitude à prendre lors des élections et le rôle des élus dans le parti que portent les principales discussions : que faire au deuxième tour si le candidat socialiste n'est pas en tête ? La motion adoptée est du genre chèvre–chou et laisse en fait une large liberté aux militants. Ceux-ci, mais surtout les élus, sont invités à participer activement à l'effort de propagande. On discute enfin de la célébration du 1^{er} mai en 1906 (appel à la grève générale ou non ?). La position choisie à l'initiative d'un

syndicaliste Lescalié, préconise la prudence. L'unité paraît donc faite, et les militants s'en rejouissent mais l'adhésion des députés est assez opportuniste : les élections de 1906 approchent.

Pour la fédération, les élections de 1906 sont une épreuve de vérité. Elle la passe bien au prix de quelques compromissions. Les trois socialistes sortants, Fournier, Pastre et Devèze (ces deux derniers n'ont adhéré à l'unité qu'avec force réticences) parviennent à se faire reconduire comme candidats dans leurs circonscriptions respectives (Nîmes 1^{ère}, Le Vigan, Alès 1^{ère}), mais le Parti unifié réussit quand même à réaliser l'unité de candidature socialiste dans toutes les circonscriptions. Hubert Rouger, candidat contre Gaston Doumergue dans la 2^{ème} circonscription de Nîmes, ne pouvait l'emporter, mais il commence une carrière de candidat qui lui vaudra bientôt d'être élu député, puis maire de Nîmes. De même, le conseiller général de Sauve, Plantier-Noguier ne pouvait battre le royaliste de Ramel bien implanté dans la 1^e d'Alais, pas plus que Léon Baylet, professeur à Nîmes, opposé au radical Poisson à Uzès, n'avait de chance de succès. Le parti socialiste paraissait avoir le vent en poupe. Les effectifs de la fédération socialiste progressaient rapidement. À la veille des législatives, elle comptait 82 groupes et 1842 cartes. En octobre 1906, elle atteignait 97 groupes et 2210 cartes. Ces groupes étaient certes fragiles, mais les créations dépassaient les disparitions. La Fédération socialiste du Gard était alors la troisième fédération socialiste de France. Les résultats électoraux, en revanche, ne traduisaient pas les mêmes progrès. Au 1^{er} tour des élections de 1906, le parti unifié réunissait 33 940 voix sur 106 648 votants soit 32, 14 % des exprimés, ce qui traduisait un léger recul par rapport à 1902 (34,83 %). Cette régression peut s'expliquer par la défection d'électeurs radicaux qui ne voyaient plus dans les socialistes des candidats du Bloc. La séparation du camp socialiste d'avec les autres républicains n'avait donc pas fait trop de dégâts, mais au prix de pas mal d'ambiguïtés sur le terrain. Les difficultés apparaîtront plus tard. Malgré tout, le 28 avril 1906, Jean Monier secrétaire de la fédération, pouvait affirmer de confiance : « le triomphe du prolétariat dans le Gard sera dû à l'unité socialiste ».

Raymond HUARD

*

Les trois Actes de l'unité : l'institutionnalisation de la SFIO dans l'Hérault (1905-1906)

Dans l'Hérault comme dans toute la France, la famille socialiste est largement divisée entre toutes les tendances tant sur des questions de tactique et stratégie que sur des enjeux locaux et nationaux. Dans ce département de tradition politique républicaine, les socialistes, présents et actifs, peinent à sortir de l'emprise électorale hégémonique des radicaux-socialistes. Si les modalités de structuration d'une entité politique au niveau national sont bien connues par contre la fondation d'un parti politique au niveau local est perçue le plus souvent comme l'effet d'un processus d'uniformisation du haut vers le bas et donc comme la conséquence de la mise en place d'une organisation nationale. Il est alors très difficile de repérer les différents actes d'institutionnalisation propres à chaque fédération. Ainsi quel est l'acte fondateur d'un parti politique au local ? Dans le cas national de la SFIO, le Congrès du Globe remplit pleinement cette condition tout en étant également son acte institutionnel. Pour les socialistes héraultais, le meeting du 30 avril 1905, tenu à Béziers par Jean Jaurès², est

² Madeleine Rebérioux, « Au Lendemain de l'unité socialiste : le premier discours de Jean Jaurès à Béziers », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n°29, avril-juin 1968, pp. 1-9.

l'acte fondateur. L'acte suivant plus institutionnel est celui de la mise en place d'une organisation fédérale par la tenue d'un Congrès. Enfin, l'acte électoral compris comme la quête (ou conquête) des suffrages afin d'atteindre le pouvoir est la dernière phase mais aussi la plus délicate pour une formation politique. D'une famille politique divisée, instrumentalisée parfois par les radicaux-socialistes, les socialistes de l'Hérault en cheminant vers l'unité affirment face à leurs concurrents républicains leur identité partisane et deviennent la deuxième force politique du département et unique recours face à l'hégémonie radicale-socialiste.

L'acte fondateur : le *meeting* de Béziers

La tenue à Béziers au lendemain du congrès du Globe d'un meeting socialiste est prévue de longue date depuis la mise en place en octobre dans l'Hérault d'une Fédération du Parti socialiste de France « *rattachée au Grand parti Socialiste inspirée par M. Jaurès* »³. Cette naissance est conséquente des rivalités existantes entre les différentes sensibilités, organisations et partis socialistes de l'Hérault jusqu'alors rassemblés à l'intérieur de la Fédération autonome où les groupes adhérents au Parti Ouvrier de France (POF) conservaient leur autonomie. Les initiatives unitaires sont tant locales que nationales ainsi à Cette, le Parti socialiste de France convoque tous les groupes pour faire l'unité sur la base du Congrès d'Amsterdam. Dans cette atmosphère générale, le meeting de Béziers prend plus de sens : il ne peut être au profit d'une seule des fédérations socialistes. Il est organisé par le « Parti socialiste de Béziers » qui décide d'en faire une grande manifestation socialiste celle de la marche vers l'unité de fédérations socialistes jusqu'alors antagonistes pour ne pas dire concurrentes dans l'Hérault. Le 30 avril, la réunion organisée aux arènes de Béziers est la *plus* grosse manifestation consécutive à l'unité (*la Dépêche* indique la présence de 15 000 personnes). Cinq jours après la fin du congrès fondateur, sont réunis à Béziers une dizaine de dirigeants du Parti. L'absence de Jules Guesde à ce rassemblement, dans un département où son organisation est influente n'est pas dommageable pour le succès populaire de la manifestation : c'est le succès de l'unité autour du tribun méridional. Les comptes-rendus publiés dans la presse socialiste et républicaine (radical-socialiste) témoignent tout à la fois du succès de la grande manifestation et de la notoriété de Jean Jaurès : « De la place de la citadelle, le cortège est parti, coulant comme un fleuve énorme, par les allées remontant jusqu'au théâtre, redescendant et s'engageant par l'avenue Saint-Saëns. La tête était aux arènes, que la fin traînait ses derniers anneaux au loin dans les allées. ... C'était une ovation énorme. « Vive Jaurès », « Vive l'unité », et l'Internationale tonnait et les musiques de Puisserguier, de Capestang, et de Sérignan sonnaient des marches enfiévrées ; et avec les nombreuses bannières syndicales, laissant flotter au vent leurs flammes rouges, la procession du progrès, du travail, de l'avenir, s'est déroulée sous le splendide soleil du Midi, et tous les cœurs vibraient et toutes les poitrines redoublaient d'acclamations. 15 000 personnes se pressent dans les arènes quand Jaurès, Bénézech, Ferroul, Déjeante, Wilhm, Allemane, Constants, Dalilée, Aldy, Cachin, Bracke, escortés de tous les élus socialistes de l'Hérault font leur entrée. Ce sont des acclamations comme jamais nous n'en avons entendues ... »⁴. Il s'agit bien d'un énorme succès pour le nouveau parti en dépit d'une tentative de « récupération » blocarde de la Municipalité radicale-socialiste biterroise qui proclamait : « *Béziers montrera une fois de plus qu'elle mérite son renom de généreuse hospitalité et sa vieille réputation de cité républicaine et démocratique en accueillant avec enthousiasme les*

Olivier Dedieu, « Le Meeting unitaire du 30 avril 1905 à Béziers : les ambivalences d'un succès annoncé », Communication au Colloque *Jean Jaurès, l'unité socialiste et le Languedoc viticole* organisé pour le Centenaire du Parti socialiste organisé par le Comité Jean Jaurès de Béziers, le samedi 30 avril 2005.

³ ADH, 1 M 1122, Rapport du Sous-Préfet de Béziers à Monsieur le Préfet de l'Hérault, 10 octobre 1904.

⁴ *La Dépêche du Midi*, 1er mai 1905.

représentants du peuple qui l'ont choisi pour y fêter l'avènement de l'Unité socialiste, gage de victoires futures pour le prolétariat. (...) Tous les républicains s'inclineront surtout devant la grande personnalité du citoyen Jaurès, dont l'éloquence et la clairvoyance politique contribuent si puissamment à assurer la défense et à accélérer l'action républicaines et qui, dans la dernière crise fut le plus infatigable défenseur de la justice et de la vérité »⁵. Cette symbiose républicaine tant souhaitée par les radicaux-socialistes n'a pas lieu, les orateurs socialistes profitent d'un auditoire nombreux pour affirmer les « théories collectivistes » et mettre « vivement en cause le Parti radical-socialiste »⁶. Lors de cette journée, l'affirmation d'un idéal partisan face aux attentes de synthèses républicaines (blocardes) des radicaux-socialistes est bien l'acte fondateur de l'unité des socialistes héraultais.

L'acte institutionnel : le Congrès de Montpellier

Bertrand, secrétaire de la Fédération autonome évoque « *la grande manifestation de Béziers* » en remarquant qu'elle a « *occasionné une haine plus intense de la part de tous ceux qui nous considèrent comme les ennemis les plus dangereux* »⁷. Dans la continuité de l'acte fondateur, la Fédération du PSF de l'Hérault tient son congrès le 14 mai à Montagnac et décide « *d'adhérer loyalement à l'Unité socialiste* »⁸. Les socialistes « *ne doivent pas se regarder en adversaires* »⁹. C'est à Montpellier que se tient le 21 mai 1905, le premier congrès de la fédération socialiste unifiée de l'Hérault. Ce congrès adopte le règlement du parti SFIO promulgué après le Congrès du Globe et désigne comme premier secrétaire fédéral le conseiller municipal de Montpellier Sauvan. Il s'agit bien là d'un acte institutionnel du haut vers le bas. Toutefois, cette unité dépasse la volonté organisationnelle des appareils nationaux car les conditions locales en dépit des divergences et des antagonismes ont été créées à partir du 30 avril pour donner les bases d'une unité socialiste dans l'Hérault. Cette unité peut compter pour sa première année sur 739 membres réunis dans la nouvelle fédération. Ses effectifs s'envolent pour compter 1257 membres l'année suivante¹⁰. Dans le cas héraultais, il est notable de constater que cette Fédération socialiste unifiée se crée moins d'un an après la création par le parlementaire biterrois Louis Lafferre de la Fédération radicale, radicale-socialiste et socialiste¹¹. Les familles politiques radicales et socialistes s'organisent dans l'Hérault pour préparer les élections futures ou pour « conjurer » les échecs électoraux. La création de la Fédération radicale-socialiste est la conséquence des désastreuses élections sénatoriales de 1904 qui ont permis aux grands électeurs socialistes de faire le tri parmi les candidats radicaux-socialistes en préférant Jules Razimbaud à Justin Augé¹². C'est bien d'ailleurs le principal reproche qui est fait aux interventions de Jean Jaurès au meeting de Béziers : « *en apparence la manifestation de Béziers est une manifestation socialiste en réalité, c'est une machine de guerre contre Lafferre. Jaurès ignore peut-être que la grosse majorité des vrais socialistes biterrois marche d'accord avec Lafferre ; il ignore peut-être que seuls quelques arrivistes et quelques brouillons sont contre le député actuel, mais que le gros des troupes des arrivistes en question est composé de réactionnaires impénitents, baptisés socialistes pour les besoins de leur mauvaise et jésuitique cause* »¹³. Au-delà de la

⁵ *La Dépêche du Midi*, 29 avril 1905.

⁶ « Les Attaques de M Jaurès contre le Parti radical-socialiste », *Le Petit Méridional*, 5 mai 1905.

⁷ *Le Combat social*, 27 mai 1905.

⁸ *La République sociale*, 21 mai 1905.

⁹ *L'Unité socialiste*, 13 mai 1905.

¹⁰ Jean Sagnes, *Le Mouvement ouvrier en Languedoc. Syndicalistes et socialistes de l'Hérault de la fondation des Bourses du Travail à la naissance du parti communiste*. Toulouse, Privat, 1980, 320 p., pp. 95-110.

¹¹ « Fédération départementale radicale, radicale-socialiste et socialiste », *Le Petit Méridional*, 16 juillet 1904.

¹² Fabien Nicolas, *Ressources privées et mobilisation politique : la construction du Parti républicain radical et radical-socialiste à Béziers (1901-1939)*. Montpellier I, Thèse de Science Politique, 2004, 614 p.

¹³ « La Manifestation de Béziers », *Le Petit Méridional*, 3 mai 1905.

polémique, cette déclaration montre bien que pour les radicaux-socialistes la mise en place d'une structure fédérale socialiste unifiée est une concurrence évidente qui peut mettre à mal leur quasi-hégémonie électorale. L'alliance de tous les socialistes héraultais des guesdistes¹⁴ aux indépendants représente une force électorale non négligeable. La Fédération unifiée prépare les échéances législatives de 1906, les bénéficiaires du meeting de Béziers sont d'ailleurs affectés à ce but. Parmi les sept députés « blocards » de l'Hérault un seul est socialiste, c'est Jules Bénézech, élu de la seconde circonscription de Montpellier. Le renouvellement de 1906 permet à la SFIO de se compter même si le *Petit Méridional* considère cette unité comme un « accord diplomatique plutôt que fusion »¹⁵.

L'acte électoral : la candidature de Marcel Cachin

La campagne la plus acharnée entre radicaux-socialistes et socialistes unifiés est, sans conteste, celle qui opposa dans la première circonscription de Béziers Louis Lafferre, le député sortant radical-socialiste au socialiste unifié, proche de Jules Guesde, Marcel Cachin¹⁶. Cette candidature s'inscrit dans la droite ligne de l'acte fondateur de l'Unité et de la mise en place d'une Fédération départementale, décidée à promouvoir les idées socialistes. Marcel Cachin, après son discours lors du meeting fondateur dans lequel il dénonça pêle-mêle les « patrons francs-maçons et cléricaux » et réclama « la rupture complète avec tous les éléments de la bourgeoisie »¹⁷ fut investi par le Parti socialiste unifié comme candidat dès novembre 1905. Vincent Bès, secrétaire fédéral compte parmi les agents électoraux les plus actifs de la campagne électorale de Marcel Cachin. Celle-ci est d'ailleurs marquée par de nombreux incidents entre radicaux-socialistes et socialistes, chaque camp pouvant compter sur les défections de fractions de l'autre parti¹⁸. A l'issue du premier tour, c'est Louis Lafferre qui devance son challenger socialiste. Le candidat radical-socialiste qui a reçu le soutien lors de sa campagne du général André et de Pellatan¹⁹ est élu au second tour. Jules Bénézech demeure le seul député socialiste de l'Hérault. A la différence de son camarade Marcel Cachin, la campagne électorale du député de la seconde circonscription de Montpellier est avant tout une campagne blocarde qui rompt peu avec l'anticléricalisme militant affiché par les radicaux-socialistes. En menant une campagne autour de la thématique de la lutte des classes, Marcel Cachin a parfaitement réalisé le but, en dehors de la victoire électorale qu'il s'était assigné lors de sa première tournée de conférence en décembre 1905 : « les élections sont surtout, pour notre parti, une occasion nouvelle de recrutement intense et d'éducation socialiste »²⁰. Cette affirmation de l'identité partisane socialiste n'est pas d'ailleurs sans conséquence dans le système politique local. La toute première est le déplacement administratif du secrétaire fédéral Vincent Bes, après la défaite électorale de Marcel Cachin qui porte d'ailleurs un rude coup à l'organisation naissante. La seconde, outre l'affirmation de la SFIO comme concurrent électorale des radicaux-socialistes, est la capacité de ce nouveau parti à prendre part à des campagnes électorales contre des candidats blocards en affirmant sa propre idéologie. Le maintien de Marcel Cachin au deuxième tour lui vaut de perdre le soutien

¹⁴ Cyril Gispert, « Le Modèle organisationnel Guesdiste. Les socialistes dans l'Hérault avant 1905 », Communication au Colloque Jean Jaurès, l'unité socialiste et le Languedoc viticole, op. cit.

¹⁵ *Le Petit Méridional*, 6 avril 1906.

¹⁶ Guy Garcin, *Les Elections législatives de 1902 et de 1906 dans l'Hérault*. Montpellier III, Diplôme d'études supérieures d'Histoire contemporaine (ss. direct. Robert Laurent), 1965, n. p.

¹⁷ « Grande Manifestation socialiste à Béziers », *L'Eclair*, 1^{er} mai 1905.

¹⁸ Jean Sagnes, " Gauche marxiste et gauche jacobine en Biterrois à travers les campagnes de Marcel Cachin et Louis Lafferre en 1906 ", *Droite et gauche de 1789 à nos jours*, Actes du colloque de Montpellier, 9-10 juin 1973 du Centre d'Histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen et du Roussillon. Montpellier, Presses de l'Université Paul Valéry, 1975, 377 p., pp. 235-253.

¹⁹ *Le Petit Méridional*, 12 février 1906.

²⁰ *La Dépêche du Midi*, 8 décembre 1905

de l'appareil national de son parti. Ce fait souligne que, même pour un parti créé à partir d'un phénomène national et aussi structuré que la SFIO, la discipline de parti a du mal à s'imposer. Pour autant à travers cette troisième séquence, la SFIO en moins d'un an d'existence s'affirme comme un des partis importants du système politique héraultais, le seul même par son développement qui semble inquiéter l'hégémonie électorale radicale-socialiste.

De 1904 à 1906, le département de l'Hérault est devenu un véritable système politique concurrentiel entre diverses organisations partisans structurées nationalement et non plus un simple lieu d'affrontements entre diverses notabilités radicales-socialistes. La venue de Jean Jaurès lors du meeting de Béziers et sa présence lors de l'inauguration de la cave coopérative de Maraussan le lendemain ont sans contexte eu un effet d'accélérateur unitaire dans ce département où parmi les socialistes, les guesdistes étaient majoritaires. La ligne de clivage ne se situe plus alors entre « cléricaux » et « anticléricaux » comme l'avait structurée les radicaux-socialistes mais bien entre « bourgeois » et « prolétaires » comme l'affirme Marcel Cachin. En déplaçant la ligne de clivages, sans pour autant obtenir des résultats électoraux probants, les socialistes SFIO s'affirment bien comme une force politique qui compte nationalement des figures comme Jean Jaurès et qui structure localement en moins d'un an une fédération active et pas encore fractionnelle. La SFIO s'est donc bien institutionnalisée dans l'Hérault en trois temps de l'acte fondateur à l'acte électoral en passant par l'acte institutionnel.

Fabien NICOLAS

*

L'unité socialiste (1905) dans les Pyrénées-Orientales, la confirmation de l'hégémonie guesdiste.

Les antécédents (1895-1905) :

En 1905, l'unité socialiste consacra l'écrasante hégémonie des guesdistes dans les Pyrénées-Orientales. Toutefois le socialisme organisé, si l'on excepte l'épisode des années 1881-1883²¹, n'avait alors guère plus de dix ans. En effet, la Fédération socialiste n'avait été fondée qu'en 1895²². Elle avait adhéré, à la fin de 1896, au P.O.F., le parti socialiste fondé par Jules Guesde. Si, dans ses rangs, on retrouvait quelques-uns des pionniers du début des années 1880, comme l'ancien communard Justin Alavaill (1847-1903)²³, ce furent des "jeunes" souvent déçus par l'attitude des radicaux du cru qu'ils percevaient comme versatiles, qui en devinrent les principaux animateurs. L'un d'entre eux, Jean Manalt (1865- 1915), émergea plus particulièrement et devint la cheville ouvrière de la nouvelle organisation socialiste.

Dans un premier temps, Jean Manalt et Justin Alavaill s'efforcèrent d'implanter la fédération dans les localités rurales de la plaine roussillonnaise en n'oubliant pas le Conflent minier. Le premier de ces militants, bientôt secrétaire fédéral, devint un organisateur hors de pair alors que le second, déjà spécialiste des problèmes agraires se consacra essentiellement à

²¹ Cf. André Balent, "El partit socialista en el Rosselló : una temptativa prematura (1881-1883)", *Aïnes*, annales du Centre pluridisciplinaire d'Études catalanes, Centre universitaire de Perpignan, 1, 1974, pp. 60-100.

²² Cf. André Balent, "La fondation de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales (1895)", *Massana*, Argelès-sur-Mer, 1975, pp. 62-86.

²³ Nous avons rédigé la plupart des biographies des militants des Pyrénées-Orientales dont nous parlons dans cet article (*Maitron*, 3^e partie (1871-1914), Éditions ouvrières, et CEDROM, Éditions de l'Atelier, 1997).

des tâches de propagande. Bien introduit dans les milieux parisiens, Justin Alavaill fit venir en terre catalane des propagandistes chevronnés comme Guesde, Jaurès ou Zévaes. Le soutien de la lutte des verriers de Carmaux (Tarn) fit connaître la fédération et les théories “ collectivistes ” des guesdistes auprès d'ouvriers et salariés sensibilisés par le syndicalisme en cours de structuration²⁴.

La fédération testa ses forces dans les élections, par exemple lors des municipales de mai 1896. Ayant fait, à Perpignan, l'union avec les républicains de gauche et radicaux contre les opportunistes honnis de *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*, la fédération réussit à faire élire quelques uns de ses militants, parmi lesquels Jean Manalt. Cette expérience conforta certains des élus de 1896 dans leur adhésion à la rhétorique guesdiste et dans leur méfiance à l'égard des radicaux considérés comme la fraction “ avancée ” d'une bourgeoisie qu'il fallait combattre sans concessions. Seule la conjoncture politique de l'affaire Dreyfus avait pu permettre un tel égarement momentané.

Le I^{er} congrès de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales eut lieu le 26 décembre 1897 à Perpignan : 8 groupes communaux, sur les 24 alors fondés, y furent représentés²⁵. Le congrès décida la candidature de Justin Alavaill aux élections législatives de mai 1898 dans la première circonscription de Perpignan.

Cet épisode électoral provoqua la scission de la jeune fédération. Le prétexte fut l'attitude que le candidat socialiste aurait à adopter au second tour. Le maintien de Justin Alavaill qui au premier tour obtint un score appréciable faisait le jeu de la droite opportuniste. Mais dans une perspective de classe, socialiste, le candidat du P.O.F. devait-il se désister pour un candidat “ bourgeois ”, en l'occurrence le radical Édouard Rolland ? Minoritaires, les partisans locaux du retrait de la candidature Alavaill furent par ailleurs désavoués par la direction nationale du P.O.F. Ils en tirèrent la conclusion qui s'imposait : ils quittèrent la Fédération et fondèrent peu après, le 26 août 1898, l'Union socialiste des Pyrénées-Orientales. De fait, cette nouvelle organisation que l'on put bientôt qualifier de “ jaurésiste ” pratiqua l'union avec les radicaux avancés et soutint le gouvernement de “ concentration et de défense nationale ” de Waldeck Rousseau.

Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales et union socialiste des Pyrénées-Orientales, les deux protagonistes de l'unité en 1905 :

L'Union socialiste :

“ Ministérialiste ” dès sa fondation, car elle ne s'opposait pas à la participation du socialiste indépendant Alexandre Millerand au gouvernement Waldeck Rousseau, l'Union socialiste appuya ce gouvernement, puis, après les législatives de 1902, le ministère présidé par Émile Combes. Républicains et jacobins, ses adhérents étaient bien dans la continuité de la tradition des “ démocrates socialistes ” de la Seconde République. Idéologiquement, elle était proche des socialistes “ indépendants ” qui autour, de Jean Jaurès, formèrent le P.S.F. (Parti socialiste français) et pour qui la “ République ” était une entité sacrée qu'il convenait de défendre contre ses ennemis. L'implantation de l'Union se limita, si l'on excepte le petit groupe rural de Canohès, de fait à la seule ville de Perpignan. Aux élections municipales de

²⁴ La Bourse du travail de Perpignan avait ouvert ses portes le 1^{er} février 1894 (Étienne Frenay, “ Les débuts du mouvement syndical en Roussillon (1894-1914) ”, *Cerca*, 29, p. 223-241 ; 30, pp. 289-307, Perpignan, 1965).

²⁵ Voir la carte de l'implantation de la Fédération lors du congrès de décembre 1897 in André Balent, Michel Cadé, *Histoire du Parti socialiste dans les Pyrénées-Orientales de sa fondation (1895) au congrès de Tours (1920)*, Conflent, Prades, 1982, 148 p. [p. 139]

1900, l'Union socialiste présenta une liste commune avec les radicaux à Perpignan. Chacun des deux partis présenta 15 candidats qui furent tous élus. L'avocat Louis Sartre, par ailleurs secrétaire général de l'Union devint premier adjoint au maire, le radical Louis Caulas.

L'Union socialiste maintint de bonnes relations avec la Bourse du Travail de Perpignan dominée par des syndicats modérés, le puissant syndicat des cheminots et les petits syndicats des métiers traditionnels.

Les avocats Louis Sartre et François Batllo, le négociant en vins Jean Payra, futur député et maire de Perpignan, le cheminot Pierre Jammes, le mécanicien Pierre Dulcère furent les militants les plus en vue de l'Union qui surent s'imposer avant l'unité socialiste de 1905.

La Fédération socialiste :

Après la scission de 1898, la fédération socialiste demeura affiliée au P.O.F. Ses rivaux de l'Union lui reprochaient son intransigeance doctrinale. En effet, dès juin 1898, la Fédération socialiste affirmait bien haut qu'elle ne saurait " *se borner à faire figure comme appoint électoral des radicaux* " ²⁶. Faisant cavalier seul en luttant " *pour l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production* " ²⁷, la Fédération prenait le risque de s'isoler des autres " républicains avancés ", car elle ne voyait dans une partie d'entre eux que des " bourgeois ", c'est-à-dire des adversaires qu'il fallait combattre sans concession.

Jean Manalt demeura la cheville ouvrière de l'organisation après le départ (1899) de Justin Alavaill pour la Côte française des Somalis. La Fédération passa un accord avec Rondony, beau-frère d'Alavaill et propriétaire du *Républicain des Pyrénées-Orientales* afin de pouvoir continuer d'utiliser cet hebdomadaire, outil essentiel de propagande. Entre 1898 et 1900, elle réussit, à force d'opiniâtreté à s'attirer des sympathies parmi les travailleurs de la terre de la Plaine roussillonnaise qui s'organisaient par ailleurs dans un puissant syndicat départemental d'ouvriers agricoles. À partir de 1898, la Fédération, réduite à la portion congrue à Perpignan, se développa à partir de deux groupes ruraux, Thuir et, surtout, Rivesaltes que les guesdistes allaient bientôt transformer en une puissante forteresse " rouge " ²⁸. Les progrès de la Fédération furent rapides entre 1900 et 1902. Les groupes se multiplièrent dans les villages de la plaine et le moyenne vallée de l'Agly, le Conflent minier et le Haut Vallespir ²⁹. En février 1902, parut le premier numéro d'un hebdomadaire, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, dont elle fut la seule propriétaire. 1902 fut aussi l'année de l'unité entre guesdistes et vaillantistes qui fusionnèrent leurs organisations dans un nouveau P.S. de F. (Parti socialiste de France). Un nouveau militant chevronné et extérieur à un département où il devait s'enraciner, Lucien Deslinières (1857-1938), originaire de Vierzon, allait s'imposer aux côtés de Jean Manalt à la tête de la fédération en particulier grâce à sa candidature aux législatives de mai 1902 dans la première circonscription de Perpignan (où se trouvait Rivesaltes). Les guesdistes renforcèrent encore leurs positions grâce à la participation de nombre de militants ruraux aux grandes grèves d'ouvriers agricoles de 1904. Les élections municipales de mai qui se déroulèrent pendant les grèves, permirent, en

²⁶ *Le Républicain des Pyrénées-Orientales*, 4 juin 1898.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ Cf. André Balent, " Ribesaltes baluard guesdista : el grup socialista de Ribesaltes (1897-1914) " in A. Balent, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya Nord (1851-1914)*, Centre pluridisciplinari d'estudis catalans, Centre universitaire, Perpignan, 1977, 212 p. [pp. 196-206].

²⁹ Parmi les ouvriers du textile et de l'espadrille.

même temps que le ralliement à la fédération de nombre d'ouvriers agricoles grévistes, l'entrée en force dans plusieurs conseils municipaux.

Ce fut donc dans un rapport de forces très favorable que la Fédération aborda, en 1905 l'Unité Socialiste, c'est-à-dire, au plan local, la fusion avec l'Union socialiste.

L'élection dans la circonscription de Céret, prélude à l'unité socialiste :

Le processus de l'unité socialiste en France, commencé après le congrès de l'Internationale socialiste à Amsterdam se concrétisa par le congrès d'unification entre le P.S. de F., le P.S.F., le P.O.S.R.³⁰, et quatre fédérations autonomes (Paris, salle du Globe, avril 1905) se poursuivit à la base.

L'élection législative partielle dans la circonscription de Céret (6 mars 1905) servit de ban d'essai à la réalisation de l'unité socialiste dans les Pyrénées-Orientales³¹. Le candidat socialiste, Joseph Coste, de Cosprons, hameau de Port-Vendres, recueillit 10, 23 % des voix des électeurs inscrits. Il fut épaulé, dans sa campagne par Jean Manalt et Lucien Deslinières du P.S. de F., François Batllo, de l'Union socialiste et Menou, de la Bourse du Travail de Perpignan.

L'unité à Perpignan et dans le département :

Au plan communal, l'Unité n'avait guère à se réaliser concrètement qu'à Perpignan. La réunion de fusion entre les deux groupes de la Fédération socialiste et de l'Union socialiste se tint au café Catala le 3 juin 1905. François Batllo (P.S.F) fut élu secrétaire du groupe unifié et Jean Manalt (P.S. de F.) secrétaire adjoint. Deux autres militants, Pierre Jammes (P.S.F) et Édouard Villanove devenaient respectivement trésorier et trésorier adjoint. La parité politique était respectée. Cependant, du point de vue doctrinal, les guesdistes semblaient — comme au congrès parisien de la salle du Globe— avoir imposé leur point de vue car le groupe unifié vota une motion qui soulignait son caractère “ révolutionnaire ”³². Mais les “ réformistes ”, viscéralement attachés à l'unité des “ républicains avancés ” dominaient le socialisme unifié perpignanais. Leurs leaders (Jean Payra, François Batllo, Alfred Soubielle, Pierre Dulcère), largement minoritaires dans le département, n'attendaient que le moment favorable pour mettre à profit les divisions entre des différentes composantes de la majorité guesdiste départementale. Ce sera chose faite lors de la crise fédérale d'octobre 1909 et, surtout, pendant les deux dernières années de la Première Guerre mondiale, lorsque Jean Payra, pacifiste, s'opposa à un Lucien Deslinières partisan opiniâtre de l' “ Union sacrée ”³³.

L'unification des socialistes des Pyrénées-Orientales fut parachevée par le congrès fédéral d'Estagel, le 11 juin 1905, présidé par un guesdiste, Selle, député du Nord. L'organisation matérielle du congrès fut l'œuvre de la Fédération du P.S. de F. Au petit matin, de nombreux militants s'entassèrent dans le train de la ligne Perpignan-Rivesaltes-Quillan qui desservait Estagel. À chaque gare, des militants venaient grossir le noyau initial : sur le quai de la gare d'Espira-de-l'Agly, les militants de la commune arboraient fièrement le drapeau

³⁰ Le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, allemaniste.

³¹ Balent, Cadé, *op. cit.*, 1982, p. 28, p. 63 et p. 133 (carte électorale).

³² “ *Le groupe unifié de Perpignan invite tous les militants qui se réclament du socialisme à s'inscrire en masse à la section de Perpignan et à quitter, le plus tôt possible, toutes les organisations bâtarde tel le bloc républicain, organisations qui ont été conçues dans le but de perpétuer l'équivoque* ” (*Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 11 juin 1905).

³³ Sur ces épisodes cf. Balent, Cadé, *op. cit.*, 1982.

rouge. Dans le train, si l'on en croit Alfred Soubielle, les voyageurs " bourgeois " adressaient des quolibets aux militants qui arboraient le " coquelicot révolutionnaire ". En gare d'Estagel se forma un cortège qui se dirigea, en chantant *l'Internationale*, vers l'école de garçons de la patrie de François Arago où devaient se dérouler les travaux. Trente-huit délégués mandatés représentaient dix-sept groupes socialistes communaux. Trois groupes, absents, s'étaient excusés³⁴. Après le compte-rendu financier, Jean Manalt et Lucien Deslinières, en bons guesdistes, demandèrent aux délégués de s'inspirer, dans leur action, de la discipline qui faisait la force du prolétariat allemand et de celui du Nord de la France. Divers problèmes (*Le Socialiste*, hebdomadaire fédéral, la propagande) furent ensuite abordés, avant de laisser la parole aux délégués des groupes. Alfred Soubielle, Perpignanais issu de l'Union socialiste, rédacteur du compte-rendu du congrès fédéral se félicita de la modération des interventions : " *Ce fut une révélation, un spectacle simple et, sans exagérer, émouvant. À tour de rôle se lèvent des travailleurs aux visages brunis par le hâle et le soleil, aux mains calleuses, au faciès énergique. S'exprimant sans affectation, avec une correction simple, chacun fait part de la situation politique et financière de son groupe. Pas un ne se laisse aller aux exagérations de langage que nous avons parfois constaté dans les milieux ouvriers ; pas de paroles ronflantes et inutiles, non, tout simplement comme on dit dans notre catalan si expressif : aho es pa i aho es bi* " ³⁵. Le délégué de Saint-Laurent-de-la-Salanque évoqua ensuite le problème soulevé par la Ligue des Droits de l'Homme souvent instrumentalisée par les radicaux que combattaient les guesdistes. Cette analyse fut reprise par un ex-P.S.F. perpignanais, Sartre, qui, il y a peu était proche des radicaux du chef-lieu : il insista, en connaissance de cause, sur le fait que le parti radical voulait utiliser la Ligue dans des buts prosaïquement électoraux. Joseph Coste, le candidat à Céret en mars, expliqua qu'à Port-Vendres, la Ligue des Droits de l'Homme était à forte majorité socialiste. Un autre ex P.S.F., Alfred Soubielle, bien entendu approuvé par Lucien Deslinières, crut bon devoir faire de la surenchère anti-radical et anti " Ligue ". Il déclara qu'aucune organisation bourgeoise, aussi avancée soit-elle, ne peut rendre le moindre service à la cause socialiste. Jean Manalt conclut ce débat en enfonçant le clou lorsqu'il engagea les " prolétaires " à ne pas adhérer à des " sociétés " du type de la Ligue des Droits de l'Homme.

À ce moment, arriva un télégramme de salutations envoyé aux congressistes par les " camarades " du Haut Conflent, du Capcir et de la Cerdagne qui n'avaient pu se rendre à Estagel.

Les élections législatives générales de mai 1906 furent ensuite évoquées. Les congressistes réaffirmèrent des positions " révolutionnaires " dans la droite ligne de l' " orthodoxie " guesdiste. La bataille devait être conduite sur une ligne de " classe " dirigée contre la bourgeoisie et ses candidats.

Après l'élection des membres de la Commission exécutive fédérale et des délégués au Conseil national, les congressistes banquetèrent salle Arago. L'après-midi, Selle et Deslinières furent les vedettes d'une réunion publique où, tout en lançant quelques attaques contre l'ultra gauche hervéiste, les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires³⁶, furent réaffirmés les

³⁴ En avril 1905, 347 cartes avaient été prises. 75 s'y rajoutèrent après l'Unité. Après l'Unité socialiste, 1508 timbres supplémentaires furent acquittés (Compte-rendu du Congrès national du Parti socialiste de la salle du Globe, Musée social, Paris). Pour sa part, Jean Manalt, secrétaire fédéral, fait état de 2757 timbres, servant à l'acquit des cotisations, à la date du 11 juin 1905 (*Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 18 juin 1905).

³⁵ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 18 juin 1905 (" Aixó és pa i aixó és ví " : " Ceci est du pain et ceci est du vin ").

³⁶ Dans son discours, Deslinières condamna la grève des réservistes préconisée par les amis de Gustave Hervé car elle aurait pour effet " *de faire écraser les nations civilisées par les nations barbares* ". Ajoutons ici que c'est au

principes du guesdisme le plus intransigeant : rapports entre parti et syndicats, contenu de la propagande, conquête des “ pouvoirs administratifs ” par le prolétariat, élections et révolution.

Le contenu politique des interventions semblait donc donner raison aux guesdistes. Dans les Pyrénées-Orientales, il est vrai que le rapport des forces leur était favorable. Bien implantés dans les campagnes viticoles, les guesdistes allaient, malgré la crise de 1909 qui permit l'éviction de Manalt et de ses amis, dominer la fédération jusqu'à la Grande Guerre. La figure de Deslinières (qui manqua de peu son élection comme député en 1914) s'imposa. Pour en revenir au congrès de l'Unité à Estagel où les anciens du P.S. de F. étaient largement majoritaires, cette adhésion renouvelée aux canons théoriques du guesdisme s'accompagnait d'une condamnation symétrique du réformisme — les “ réformistes ” de l'ex Union socialiste, présents au congrès semblaient avoir capitulé et s'empressèrent de battre, provisoirement, leur coulpe en faisant des professions de foi “ révolutionnaires ” et en affirmant renier définitivement le “ bloc des gauches ” — et d'une ultra gauche pour l'heure peu présente dans le département et en tout cas pas dans les rangs du parti unifié.

André BALENT

*

JOURNEE D'ETUDE

L'habitat ouvrier : « utopies, réalités. De l'histoire de l'architecture à l'histoire sociale ».

Cette journée d'étude s'est tenue à l'Université de Perpignan Via Domitia le 6 mai 2005 dans le cadre de l'axe de recherche du CRHiSM (ea 2984) : Histoire et patrimoine de la société industrielle en méditerranée occidentale. L'habitat ouvrier est un domaine de la recherche classique. Thème récurrent de la pensée et de l'urbanisme tout au long du XIX^e et du XX^e siècles, était consacré comme objet d'étude historique dès 1965 par Françoise Choay, dans son ouvrage *L'urbanisme, utopies et réalités*. The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage (TICCIH) est sur le point d'organiser, au Musée National de la Science et de la Technique de la Catalogne, un congrès international autour de la même thématique pour faire le bilan de 40 ans d'activité. La portée du phénomène ainsi que la diversité de ses implications (historiques, urbanistiques, idéologiques, symboliques, sociologiques, esthétiques, patrimoniales...), font de l'habitat ouvrier un chantier de recherches inépuisé et en cours de définition permanente.

Le C.R.Hi.S.M., guidé par son esprit interdisciplinaire et animé par une démarche comparatiste, a réuni sous la direction de Nicolas Marty (Histoire Contemporaine) et Esteban Castaner Munoz (Histoire de l'Art Contemporain) des historiens, des historiens de l'architecture, des conservateurs, des experts en patrimoine culturel pour faire le point sur les derniers avancements dans ce domaine dans les espaces qui nous sont proches. David Lamoureux (Université de Nice Sophia Antipolis) a évoqué l'habitat ouvrier des compagnies ferroviaires du midi de la France (Cie du Midi, PLM, SNCF). Il a insisté sur les différences

nom de la “ civilisation ” et de la “ barbarie ” que Deslinières devint, plus tard, un “ théoricien ” de ce qu'il nomma “ colonisation socialiste ” et qu'il voulait appliquer au Maroc. Deslinières condamna aussi “ l'action directe ” et “ l'émeute à jet continu ” : le désordre qui en découlerait auraient pour conséquences la misère des travailleurs, la dictature militaire, les massacres et les déportations. Une polémique l'opposa à un contradicteur anarchiste.

qui peuvent exister entre les compagnies et sur l'impact de l'habitat cheminot dans le comportement au quotidien. Il a également fait le point sur les sources et méthodes disponibles sur la question. Le centre des archives de la SNCF de Béziers (dossiers individuels des agents) et celui de Béziers (archives centrales) sont d'un intérêt primordial. Laurence Americi (Histoire contemporaine, Université de Provence, UMR TELEMME), à partir de l'exemple marseillais, a montré comment les élites souhaitaient la régénération des ouvriers par une politique d'habitat ouvrier mise en œuvre par l'intermédiaire de la Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône, dans le quartier de l'Estaque. Elle conclut à l'échec relatif de ces tentatives, dans une ville où une importante main d'œuvre était constamment disponible. Seule l'aristocratie ouvrière a pu bénéficier de l'habitat mis en œuvre par la Caisse d'Épargne. Rosa Serra (Directrice du Musée des Mines de Cercs, Catalogne) a développé le très intéressant exemple des colonies industrielles catalanes. Ces unités sont une particularité du développement industriel catalan. Les colonies sont souvent disséminées le long de vallées, et plus particulièrement celle du Llobregat où elles se succèdent tous les deux kilomètres environ. Malgré leur diversité, on y reconnaît, chaque fois, l'église et la maison du maître qui encadrent l'habitat ouvrier. Les trois pôles, économique, spirituel et temporel se retrouvent toujours placés de façon stratégique par rapport aux maisons ouvrières. Vicenç Miralda (Casa dels ingeniers de Catalunya), a ensuite développé comment les ingénieurs de Catalogne, associés aux municipalités et au Musée National des sciences et techniques de Catalogne (Mnatec) ont développé une politique de mise en valeur de ce patrimoine en utilisant l'exemple du Parc Fluvial Navàs-Berga, sur le Llobregat, à 85 km de Barcelone. Il montre comment ce patrimoine a été d'abord reconnu, puis mis en valeur. Il s'agit d'un projet original recoupant plusieurs colonies et où alternent espaces de muséographie, « portes de la culture », porte commerciale pour le merchandising sur plusieurs communes le long de la vallée. Pour conclure, Vicenç Miralda pouvait dire : le parc fluvial est une opportunité et un compromis pour redonner une nouvelle impulsion à notre histoire à l'horizon du XXI^e siècle. Michel Wienin, enfin, chercheur chargé de l'inventaire du patrimoine industriel par la DRAC Languedoc Roussillon, a évoqué l'habitat ouvrier qui s'est peu à peu construit dans cet espace très particulier qu'est la Grand'Combe, la grande ville usine à côté d'Alès (mais oh combien différente). Il insiste sur les diverses formes que prend l'habitat ouvrier, depuis les casernes sans aucun confort jusqu'aux maisons individuelles ou à plusieurs appartements réservés aux cadres. L'opérateur essentiel est bien sûr ici la Cie des mines de la Grand'Combe. Là encore, l'habitat ouvrier est bien encadré par les maisons des ingénieurs, les sites industriels et les églises (ainsi qu'un temple, indispensable bien sûr en pays cévenol, même si la Cie des mines était farouchement catholique). L'exemple développé par Michel Wienin montre qu'en France, nous n'en sommes encore qu'à faire l'inventaire de ce patrimoine, mais que la mise en valeur n'est pas encore à l'ordre du jour. La comparaison avec l'exemple catalan laisse songeur. Il est vrai que l'identité catalane repose beaucoup sur le passé (et le présent) industriel, qui permet de se dissocier du reste de l'Espagne.

Nicolas MARTY